

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WIENERBERGER

8 rue du Canal
67204 Achenheim

Références : UID257090/SPR/BB/2024-0605C
Code AIOT : 0005901553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement WIENERBERGER implanté Lieu-dit La Tuilerie 25170 Lantenne-Vertière. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER
- Lieu-dit La Tuilerie 25170 Lantenne-Vertière
- Code AIOT : 0005901553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière d'argile (argile jaune et argile noire) autorisée par l'arrêté préfectoral du 16

mai 2011 pour une durée de 30 ans.

La production annuelle autorisée est de 280 000 tonnes en moyenne et 300 000 tonnes au maximum.

La carrière fonctionne chaque année sur une période de 6 mois et sert à alimenter l'usine de tuiles, située à proximité immédiate.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 4 | Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 19 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Plan de la carrière | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 24 | Demande d'action corrective | 12 mois |
| 8 | Remise en état | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 34.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Niveaux de production | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 4 | Sans objet |
| 2 | Aménagements | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 10 | Sans objet |
| 3 | Modalités d'extraction | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 17 | Sans objet |
| 6 | Surveillance des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 27.3 | Sans objet |
| 7 | Eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 27.2 | Sans objet |
| 9 | Prévention des pollutions. | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6. | Sans objet |
| 10 | Prévention des pollutions. | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater une exploitation satisfaisante de la carrière. La surveillance des eaux et des retombées de poussières ne montre pas de dépassements des valeurs limites d'émissions.

Des précisions devront toutefois être apportées par l'exploitant sur la pente des fronts d'exploitation et les conditions de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 4 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
| Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 3 900 000 m ³ (environ 8 500 000 t), sous une couverture de terres végétales (70 000 m ³). La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 280 000 tonnes. La production pourra atteindre 300 000 tonnes/an pour satisfaire des besoins exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 280 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 17 ci-après. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état. |
| Constats : Les quantités extraites sont inférieures à la quantité moyenne autorisée selon les déclarations faites par l'exploitant sur la plateforme GERP. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Aménagements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
| Prescription contrôlée : Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et maintenir : 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2. des bornes de nivellement ou tout dispositif équivalent permettant le contrôle des cotes NGF prescrites ci-après ; 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la surface autorisée. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ; 5. une aire étanche pour le stationnement, l'entretien et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalente (voir aussi articles 27.4 et 27.2 du présent arrêté) ; Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| Constats : Lors de la visite du site, des portions de clôture ont été vues, mais il n'y a pas eu un contrôle exhaustif du linéaire. |

| |
|--|
| Le jour de l'inspection, les engins étaient stationnés sur une aire étanche située en dehors du périmètre de la carrière |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Modalités d'extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 17 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
| Prescription contrôlée : 17.2 L'extraction réalisée par campagne annuelle d'environ 6 mois, en général d'avril à septembre, se fera suivant les 2 phases (5 ans puis 4 ans) pour la terre jaune et les 6 phases de 5 ans pour la terre noire qui démarreront simultanément telles que décrites dans les annexes et détaillées à l'article 19 ci-après. |
| Constats : L'extraction de la terre noire devrait se situer théoriquement en phase 3 (+10 ans à +15 ans). Dans les faits, les zones d'extraction se situent au niveau de la fin de la phase 2, avec un début d'exploitation de la phase 3. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 19 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
| Prescription contrôlée : 19.1 L'extraction de l'argile jaune en partie supérieure s'effectuera du Sud vers le Nord en 2 périodes (5 ans puis 4 ans) sur une épaisseur variable allant de 2 à 6 mètres. 19.2 L'enlèvement du niveau intermédiaire, stériles impropres à la fabrication des tuiles (calcaire + marno-calcaire), sur une épaisseur variant de 10 à 15 m, sera immédiatement utilisé au remblaiement de la zone exploitée antérieurement. 19.3 L'extraction de l'argile noire située au dessous se déroulera en 6 phases de 5 ans chacune, en partant de l'extrême Nord de l'extension pour se diriger vers le Sud sur 15 à 20 mètres d'épaisseur sur plusieurs gradins de hauteur unitaire ne devant pas dépasser 15 m, séparés par des banquettes de largeur suffisante ; le carreau formé en partie basse aura une pente de 1% vers le Sud, pente qui correspond au pendage du gisement, dont la cote d'altitude ira de 260 mètres NGF au Nord jusqu'à 240 m au Sud. 19.4 La pente des fronts de taille sera de 45° pendant l'extraction pour être ramenée à 27° ensuite (talutage). |
| Constats : Les stériles sont décapés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Actuellement, ils sont stockés sur la zone correspondant à la phase 1 en vue de son réaménagement. Selon le plan de phasage, la cote minimale pour la phase 3 est comprise entre 255 m NGF et 250 m NGF pour suivre le pendage du carreau. Selon le plan de l'exploitant, la cote minimale actuelle |

| |
|---|
| est d'environ 253 m NGF. |
| L'exploitation se fait selon 4 paliers d'environ 5 m chacun. |
| Lors de la visite de la carrière, la pente des fronts de taille semblait supérieure à 45°, sans qu'une mesure sur place par l'inspection ait été effectuée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit justifier du respect d'une pente maximum de 45° pour les fronts de taille en exploitation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Plan de la carrière

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 24 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille et les gradins, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivèlement NGF), en "particulier des banquettes découpant les fronts et du carreau, - les zones remises en état, - la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. |
| Constats : L'exploitant a transmis le dernier plan de la carrière daté du 29/11/2023. Le plan comporte toutes les informations utiles, à l'exception de l'identification précise des zones remises en état. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Le prochain plan devra identifier plus clairement les zones remises en état (trame dédiée). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 12 mois |

N° 6 : Surveillance des eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 27.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : La vérification de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel doit être effectuée par l'exploitant à la sortie du dernier bassin de décantation, si possible après une forte période de précipitation, pour les éléments MEST, DCO, Hydrocarbures, turbidité. Trois mesures sont à effectuer par an : une en milieu de période d'exploitation et une en fin de cette même période, et une autre en milieu de période de non exploitation. |
| Constats : Les mesures sur 2023 ont été faites en mars, septembre et octobre 2023. Une mesure a également été faite en mars 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Eaux pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 27.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales présentes sur le carreau et les pistes de circulation des engins sont collectées et traitées, décantation, dans le premier bassin de rétention existant avant rejet dans le milieu naturel ; ce bassin sera curé aussi souvent que nécessaire. Les normes de rejet dans le milieu naturel sont : - MEST (matières en suspension totales) : < 35 mg/l (norme NF EN 872 ou en cas de colmatage - durée de filtration supérieure à 30 minutes- norme NF T 90 105 2) - DCO (demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté) : < 125 mg/l (norme NF T 90 101) - Hydrocarbures totaux (HCT) : < 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 qui sera remplacée par la norme XP T 90124 dès qu'elle sera parue). |
| Constats : Les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs limites d'émissions. Sur les mesures examinées, les valeurs maximales suivantes ont été constatées: - MES: 10,9 mg/l - DCO: 20,1 mg/l - HCT : < LQ |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 34.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
| Prescription contrôlée : |

34.1 La carrière doit être remise en état au fur et à mesure de l'avancement des fronts et selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son dossier de demande et notamment sur le plan de réaménagement et coupe du site joint en annexe au présent arrêté.

Constats :

Un point d'avancement de la remise en état a été fait:

- la zone de l'ancienne carrière a été totalement réhabilitée. Toutefois la cote de remblaiement est de 275 m NGF, alors que le plan de réaménagement prévoyait un remblaiement à la cote de 270 m NGF.
- la zone de la phase 1 est remblayée à 90 %. Cette zone est comprise actuellement entre les cotes 256 m NGF et 279 m NGF, pour une cote finale de 265 m NGF. Les zones les plus élevées correspondent au merlon destiné à réduire l'impact paysager de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser et analyser les écarts constatés entre le plan de remise en état prévu, et la réalité du terrain.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan des mesures de retombées de poussières faites en 2023. Le plan de surveillance comporte 5 points de mesures:

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - 1 jauge témoin (type a) - 2 jauges au niveau des premières habitations situées sous les vents dominants (type b) - 2 jauges au niveau des limites du site (type c) <p>4 campagnes de mesures ont été réalisées à fréquence trimestrielle.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Prévention des pollutions.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures sont tous inférieurs à la valeur limite de 500 mg/m²/j.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |